



RUSSIE – Sources utiles

Les sources répertoriées ci-dessous ont été classées par thèmes afin de faciliter la recherche de preuves sur les motifs de persécutions des demandeurs d'asile ayant fui la Russie cependant il s'agit de noter que les thèmes spécifiques dégagés dans ce document sont abordés, de manière plus ou moins détaillée, dans la plupart des rapports généraux annuels sur la situation des droits de l'Homme en Russie.

I. Informations générales

➤ Amnesty International, *Rapport annuel 2008 – Russie, Juillet 2008*

Amnesty International dresse un bilan noir de la situation des droits de l'homme en Russie en 2007. Selon AI, les autorités russes toléraient de moins en moins l'opposition à leur politique ou même la simple critique, et qualifiaient ces prises de position d'«antipatriotiques». L'année a été marquée par une campagne de répression portant atteinte aux droits civils et politiques, notamment à l'approche des élections législatives du mois de décembre. De très nombreuses interpellations donnant lieu à des détentions de courte durée ont eu lieu, avant, pendant et après des manifestations. Une corruption rampante compromettait l'état de droit et limitait sérieusement la confiance de la population dans le système juridique du pays. Le nombre d'agressions racistes a augmenté à un rythme alarmant, essentiellement dans les grandes villes (Moscou, Saint-Pétersbourg, Nijni Novgorod, etc.), où vivaient la majorité des étrangers et des minorités ethniques. Le Caucase du Nord était toujours en proie à la violence et à l'instabilité. De graves atteintes aux droits humains – notamment disparitions forcées et enlèvements, arrestations arbitraires, actes de torture (en particulier dans des centres de détention clandestins), et exécutions extrajudiciaires – ont été signalées en Tchétchénie, en Ingouchie, au Daghestan et en Ossétie du Nord. L'insécurité s'est accentuée en Ingouchie. En Tchétchénie, les combats se sont poursuivis de manière sporadique, divers groupes armés se livrant à des incursions, entre autres à Grozny. De nombreux cas de torture et d'autres mauvais traitements infligés en garde à vue ou dans des centres de détention ont été signalés.

➤ US Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices - 2007, Russia, Mars 2008*

Dans son rapport annuel sur les pratiques des droits de l'Homme en Russie, le Département d'Etat américain examine, de manière très détaillée, l'application des différents droits de l'Homme par la Russie en 2007. Le rapport aborde tous les motifs de persécutions énumérés dans la définition du statut de réfugié au sein de plusieurs sections consacrées à l'intégrité physique, aux libertés civiles, aux droits politiques, aux défenseurs des droits de l'Homme, aux discriminations, aux personnes vulnérables et au droit du travail.

A propos du traitement des minorités ethniques et des étrangers, le Département d'Etat américain souligne que les minorités étaient toujours victimes de discriminations répétées de

la part des autorités et que les actes de violence et discriminatoires se sont accrus à l'encontre des minorités, notamment des Roms, des personnes originaires du Caucase et d'Asie centrale, des personnes à la peau sombre et des étrangers de manière générale. Le nombre de crimes racistes a augmenté. La propagande raciste est également dénoncée. Le Département d'Etat ajoute que les lois fédérales et locales continuaient d'être discriminatoires envers les minorités ethniques.

➤ **Human Rights Watch, *Annual Report 2008 – Russia*, Janvier 2008**

Dans son rapport annuel, HRW fait état principalement des atteintes aux droits civils et politiques de la société civile. L'organisation n'évoque pas la situation des migrants et des minorités ethniques en Russie. HRW indique qu'à l'approche des élections législatives et présidentielles, les autorités russes ont réprimé gravement les membres de la société civile et ont porté atteinte de manière générale à la liberté d'expression et de rassemblement. La reconstruction en Tchétchénie n'a pas masqué, selon HRW, les graves violations des droits de l'homme notamment les actes de torture, les disparitions forcées et enlèvements ainsi que les détentions arbitraires qui ont continué d'être perpétrées tout au long de l'année 2007.

➤ **Freedom House, *Nations in Transit 2008, Russia*, Juin 2008**

Dans son rapport annuel, Freedom House porte un regard sévère sur la situation de la démocratie et des libertés en Russie. L'organisation estime que la Russie n'a pas de système politique démocratique et que l'intimidation est au cœur du système politique. Elle évoque longuement les irrégularités du processus électoral ainsi que les pressions qui l'ont entouré. L'intolérance ethnique demeure un problème majeur selon l'organisation. Elle cite l'ONG russe Sova qui a répertorié 632 personnes victimes d'agressions racistes en 2007 dont 67 qui en sont mortes. Le rapport fait état également de la violence massive qui touche l'Ingouchie et le Daguestan. Il précise que de nombreux assassinats, enlèvements et autres crimes ont été commis de manière quotidienne dans les deux républiques.

➤ **FIDH, *Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, Rapport annuel 2007 - Fédération de Russie*, Juin 2008**

Dans son rapport annuel sur la protection des défenseurs des droits de l'Homme, la FIDH présente les différents éléments qui ont marqué la détérioration de la situation des droits de l'Homme en 2007 en Russie : la liberté de la presse a continué d'être entravée, le problème de l'absence d'indépendance de la justice est resté entier, les manifestations d'opposition ont été systématiquement réprimées et les attaques contre les ONG par les autorités se sont multipliées. Le niveau de violence reste en outre très élevé et le nombre de crimes racistes ne cesse d'augmenter. La pratique des actes de torture et des mauvais traitements dans les commissariats et les centres de détention aussi bien que dans l'armée a gardé un caractère routinier et l'impunité de leurs auteurs reste flagrante. La Tchétchénie a continué de connaître des violations massives, répétées et extrêmement graves des droits de l'Homme, avec très peu de recours possible. Ces tendances ont gagné la région du Caucase du Nord, particulièrement l'Ingouchie et le Daghestan. En 2007, la Russie a continué de faire face à de graves problèmes de racisme, les autorités en portant une responsabilité.

- **Norwegian Refugee Council, IDMC, Russian Federation. Government efforts help only some IDPs rebuild their lives. A profile of the internal displacement situation, Août 2007**

Ce rapport très dense (346 pages) présente la situation des personnes déplacées à l'intérieur de la Russie. Le rapport porte une attention particulière aux conflits en Tchétchénie et en Ossétie du Nord.

- **UN Committee Against Torture, UN Committee against Torture: Conclusions and Recommendations, Russian Federation, Février 2007**

Le Comité des Nations Unies contre la Torture dénonce, dans ce rapport, l'usage répandu de la torture en Russie ainsi que les détentions arbitraires, les violences et les agressions envers les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants, les minorités ethniques et les étrangers.

II. Situation des migrants

- **FIDH et Association Assistance civique, Les migrations de travail en Russie : le recours au travail forcé, Juillet 2008**

Ce rapport, publié conjointement par la FIDH et l'association russe Assistance civique, évoque les dispositions législatives en matière de travail des étrangers ainsi que les cas d'expulsion et de travail forcé de migrants en Russie. Il expose une évaluation des changements survenus en 2007 dans le domaine des migrations de travail. Il liste également les violations des droits des travailleurs migrants les plus fréquentes et présente trois cas de violation des droits des travailleurs migrants suivis par Assistance civique.

- **FIDH et Association Assistance Civique, Migrations en Russie. Populations fragilisées, premières victimes des crises politiques externes et internes, Avril 2007**

Ce rapport, publié conjointement par la FIDH et l'association russe Assistance civique, est le résultat d'une mission conjointe effectuée à Moscou en mars 2007. Les nouvelles orientations de la politique migratoire russe associées à la campagne anti-géorgienne initiée par les autorités, ont largement contribué à précariser une population déjà fragilisée. Ce rapport se base sur un examen exhaustif de la législation relative aux migrants et sur des témoignages de responsables associatifs, experts, représentants officiels, migrants, réfugiés et victimes de la répression anti-géorgienne. Le rapport inclut également une analyse du contexte diplomatique, géopolitique et sociétal très tendu en Russie. Le rapport indique que la nouvelle législation migratoire restrictive, entrée en vigueur en janvier 2007, a rendu encore plus difficile la situation des migrants. La législation sur le travail des étrangers hautement discriminatoire, le manque flagrant de protection des réfugiés et les procédures juridiques très contraignantes rendent les migrants particulièrement vulnérables. Majoritairement originaires des ex-Républiques soviétiques, les migrants, quel que soit leur statut (réfugiés, personnes déplacées, travailleurs migrants permanents ou saisonniers) sont les premières cibles de la montée de la xénophobie, du racisme et des mouvements extrémistes qui sévissent dans la société russe. La stigmatisation des migrants « non slaves » dans le discours politique aboutit à des violations des droits de l'Homme lors des contrôles policiers, d'arrestations et de détentions arbitraires qui s'opèrent grâce à la complicité des autorités tant policières que judiciaires.

Une bibliographie dense d'ouvrages et d'articles de référence ainsi qu'une liste de liens utiles figurent à la fin du rapport.

➤ **FIDH, *Fiche Russie, 36ème congrès sur les migrations, 2007***

Fiche synthétique de la FIDH sur les migrations en Russie traitant des grands types et enjeux des migrations, du cadre juridique, de son application et son évolution et de la montée de la xénophobie et des discriminations.

➤ **Human Rights Watch, *Singled Out. Russia's Detention and Expulsion of Georgians, Octobre 2007***

Ce rapport décrit en détails les expulsions et les détentions illégales et arbitraires dont s'est rendu coupable, en octobre et novembre 2006, le gouvernement russe contre des Géorgiens, dont beaucoup vivaient et travaillaient légalement en Russie. HRW indique que la campagne du gouvernement russe contre les Géorgiens s'est déroulée dans le contexte du racisme et de la xénophobie qui règnent en Russie. Des meurtres ainsi que des attaques violentes à motivations racistes sont devenues monnaie courante, en particulier dans les grandes villes. Même s'il y a eu quelques inculpations, le gouvernement russe n'a pas véritablement combattu ces dangereuses tendances. Le racisme se manifeste également selon HRW dans la discrimination exercée par les employeurs, les propriétaires, les commerçants et autres, et dans le profilage racial appliqué par la police. La campagne contre les Géorgiens a coïncidé avec l'adoption par le gouvernement de nouvelles politiques d'immigration, par exemple une restriction concernant les étrangers occupant certains postes dans les marchés de détail du pays. Les autorités ont organisé des rafles pour débusquer les migrants vivant ou travaillant sans autorisation. Plus récemment, en septembre 2007, le Service fédéral russe de l'immigration a enrôlé des membres du mouvement de jeunes nationalistes favorable au Kremlin, Mestnye, pour débusquer et arrêter les migrants, qui auraient soi-disant travaillé illégalement au marché de Yaroslavskii à Moscou. Le gouvernement russe se livre à des pratiques contestables au nom de la lutte contre l'immigration illégale déplore HRW.

III. Violences racistes, discriminations envers les minorités ethniques et religieuses

➤ **Tribune de Genève, *Vague de xénophobie, d'antisémitisme et de persécutions religieuses inquiétantes dans les régions de Russie, Août 2008***

Extrait d'un article récent, paru à la suite d'une conférence de presse qui s'est tenue le 31 juillet 2008 à Genève avec Alexander Brod et Natalia Rykova du Bureau de Moscou pour les droits de l'Homme.

« En prenant la route de la libéralisation du marché, le pays semble s'inscrire dans le démocratique. Mais tout n'est pas rose du point de vue des droits de l'Homme, notamment dans les régions. Les droits de l'Homme n'y sont guère respectés et les violations des droits politiques et sociaux y sont fréquentes. Les plaintes contre la police et les services de maintien de l'ordre sont nombreuses mais restent la plupart du temps sans suite. La haine raciale est très élevée, de nombreux journaux russes affichent sans crainte leur pensées xénophobes et les mouvements patriotiques ne cessent de persécuter les populations étrangères et ceux qui les défendent. Alexander Brod, directeur du Bureau de Moscou pour les droits de l'Homme, est lui-même sur la liste noire des nationalistes, qui ont son numéro de téléphone et son adresse. Les agressions xénophobes, environ 170 depuis le début de

l'année, et antisémites sont courantes. Selon un sondage fait en 2007 plus de 17% de la population ne veut pas avoir des personnes de religion judaïque dans leur entourage. Ces chiffres sont alarmants et en tête des ces statistiques se retrouve la métropole de Moscou, reflet de la nouvelle Russie. Les démons du passé, comme le livre « Mein Kampf » qui est très prisé dans les librairies, n'ont pas disparu. La situation est paradoxale, les citoyens les plus agressés sont ceux qui viennent des anciennes républiques soviétiques. Selon le Bureau de Moscou pour les droits de l'Homme, les pratiques xénophobes ont plutôt tendance à se renforcer.».

➤ **FIDH et Mémorial, *Forced Evictions and the Right to Housing of Roma in Russia*, Juillet 2008**

Sédentarisées de force en 1956 sur tout le territoire de l'URSS, les Roms se sont vu remettre des terres par les autorités locales et y ont construit des maisons souvent avec de simples autorisations verbales. Les villages, qui comptent de 200 à 1000 habitants, ne comportent ni numéros ni noms de rues. Il n'y a souvent ni eau, ni électricité. Résultat, la destruction de leurs maisons et la confiscation de leurs terres peuvent être ordonnées sans aucune compensation par décision de justice.

Ce rapport détaillé, publié par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et Mémorial, suite à une mission de terrain en mai 2007, dresse un tableau sombre de la situation des Roms en Russie, relatant de nombreux cas d'expulsions forcées de villages entiers, de destruction de maisons et de campagnes de stigmatisation. Le rapport dénonce les graves discriminations d'ordre ethnique dont sont victimes les Roms de Russie dont la forme la plus flagrante est l'expulsion forcée et porte une attention particulière aux Kelderari (30 % de la population des Roms) répartis dans une centaine de villages en Russie.

➤ **Minority Rights Group International, *State of the World's Minorities 2008 – Russia*, Mars 2008**

Dans son bref rapport annuel sur les minorités, l'organisation Minority Rights Group International fait état d'un fort développement de la xénophobie en Russie durant l'année 2007 aussi bien au sein de la société que de la politique gouvernementale en 2007. Le sentiment xénophobe selon l'organisation s'exprime souvent à l'égard des Tchétchènes sur des bases aussi bien ethniques que religieux.

➤ **US Department of State - Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, *International Religious Freedom Report – 2007, Russia*, Septembre 2007**

Dans son rapport annuel sur la liberté religieuse en Russie, le Département d'Etat américain expose en détail de nombreux cas de violation de la liberté religieuse. Le rapport fait état de discriminations et actes de violence fréquents à l'encontre de certaines minorités et groupes religieux.

➤ **United Nations Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance, Doudou Diène; Addendum: Mission to the Russian Federation*, Mai 2007**

Dans son analyse de la situation (qui figure à la fin du rapport, pages 23 à 25), le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, constate que la Russie est confrontée à une vague massive de racisme et de xénophobie. Il note : une recrudescence

de crimes et d'agressions à caractère raciste à l'encontre en particulier de personnes originaires du Caucase, d'Afrique, d'Asie ou du monde arabe ; une augmentation des actes de violences à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme, intellectuels, étudiants qui luttent contre le racisme ; un climat de relative impunité à l'encontre des auteurs de tels actes de violence ; la montée de l'antisémitisme ainsi que d'autres formes d'intolérance religieuse en particulier à l'encontre des musulmans ; l'augmentation de partis politiques ayant des programmes racistes et xénophobes ; l'existence d'une discrimination institutionnalisée envers les minorités ethniques et les étrangers, ainsi qu'une profonde marginalisation des minorités ethniques et d'autres groupes victimes de discrimination.

➤ **Amnesty international, *Russian Federation: Update Briefing: What progress has been made since May 2006 to tackle violent racism?*, Octobre 2007**

Ce document est une actualisation d'un précédent rapport d'Amnesty International datant de mai 2006. Dans son rapport de mai 2006 (cité ci-dessous), Amnesty International dénonçait la fréquence alarmante des agressions et des crimes racistes de migrants et de personnes appartenant à des minorités ethniques en Russie. Même si Amnesty indique dans cette actualisation que les autorités russes se sont efforcées de reconnaître l'existence du problème du racisme, et que certaines dispositions juridiques ont été prises afin de sanctionner les crimes racistes, les mesures prises par les autorités pour lutter contre ces persécutions n'apparaissent toujours pas suffisantes, les condamnations pour attaques racistes demeurant rares. De nombreux actes de violences racistes ou discriminatoires ont continué d'être perpétrés à l'encontre des migrants et des minorités ethniques.

➤ **Amnesty international, *Russie : Déchaînement de violence raciste*, Mai 2006**

Amnesty international relève dans ce rapport que c'est avec une scandaleuse régularité que se produisent en Russie agressions racistes et homicides visant les étrangers et les minorités ethniques. Cette situation déjà alarmante semble s'aggraver et les agressions se faire de plus en plus fréquentes. Les victimes dont les cas ont été portés à la connaissance d'All comportent des étudiants, des demandeurs d'asile et des réfugiés d'Afrique et d'Asie, ainsi que des personnes originaires du Caucase du Sud, d'Asie centrale, d'Asie du Sud et du Sud-est, du Moyen-Orient et d'Amérique latine. Mais les citoyens de la Fédération de Russie eux-mêmes ne sont pas à l'abri de ce genre d'agressions. Quiconque n'a pas l'aspect physique traditionnellement attribué aux Russes de souche est en danger – par exemple les membres des groupes ethniques du Caucase du Nord, en particulier d'origine tchétchène, ainsi que les membres des communautés juives, rom et les enfants nés de mariages mixtes. Des agressions ont été signalées dans toutes les villes, grandes et petites, de la Fédération de Russie.

IV. Situation en Tchétchénie

➤ **Cour européenne des droits de l'Homme, *Jurisprudence récente, 2007 et 2008***

En 2007, la Russie a été le deuxième pays le plus condamné par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). La trentaine d'arrêts, rendus à ce jour par la CEDH, établissent que la Russie est responsable de graves atteintes aux droits humains en Tchétchénie, et notamment de tortures, disparitions forcées et exécutions sommaires. De plus, la Russie est condamnée parce qu'elle ne garantit pas le droit des victimes à un recours, et parce qu'elle n'ouvre pas d'enquête sur les crimes et ne poursuit pas leurs auteurs.

➤ **Human Rights Watch, *Justice pour la Tchétchénie. La Cour européenne des droits de l'Homme statue à l'encontre de la Russie, Juillet 2007***

Dans ce rapport, HRW revient sur les différents arrêts rendus par la Cour à l'encontre de la Russie dans lesquels la Russie est reconnue responsable de graves atteintes aux droits humains en Tchétchénie et les commentent.

➤ **Norwegian Refugee Council, IDMC, *Struggling to integrate – Displaced people from Chechnya living in other areas of the Russian Federation, Juin 2008***

Ce rapport examine la situation des personnes déplacées (IDP) de Tchétchénie qui habitent en dehors du Nord du Caucase. Cette étude a été élaborée à la suite d'une mission de terrain de IDMC (International Displacement Monitoring Centre) en Russie en mars 2008.

Le rapport liste les difficultés rencontrées par les IDP Tchétchènes en matière d'accès aux documents administratifs, au logement, à l'emploi, à l'éducation, aux soins médicaux, à la justice et à une assistance juridique. Selon IDMC, un grand nombre d'IDP de Tchétchénie n'ont pas les documents nécessaires pour mener une vie normale. Elles doivent sans cesse se battre pour obtenir des inscriptions de résidence, des passeports intérieurs et d'autres documents nécessaires pour l'accès à l'emploi et aux services sociaux. L'inconstance avec laquelle les officiers et les tribunaux locaux respectent et interprètent la loi rendent l'application des procédures totalement imprévisibles. Les IDP continuent à se voir dénier l'accès à des logements durables malgré l'existence de programmes de logement et d'une aide compensatoire gouvernementale de propriété. Les IDP ont été contraints de déménager fréquemment à cause de propriétaires qui refusaient de louer pour de longues périodes ou de les enregistrer comme résidents. Certains expliquent qu'ils se sont vus refuser le statut de « migrant forcé » et un emploi parce qu'ils étaient Tchétchènes. La liberté de mouvement des hommes déplacés d'origine tchétchènes est limitée dans la mesure où ils sont fréquemment contrôlés par la police dans la rue.

➤ **MEMORIAL Human Rights Center, Migration Rights Network, *On the Situation of Residents of Chechnya in the Russian Federation, August 2006 – October 2007, 2007***

Après une brève introduction sur la situation en Tchétchénie, le rapport s'attache principalement à analyser la situation des Tchétchènes déplacés en Fédération de Russie, et plus particulièrement les difficultés, discriminations et persécutions qu'ils subissent.

➤ **ACCORD, UNHCR, *Chechnya. Summary of the ACCORD-UNHCR Country of Origin Information Seminar on Chechnya, Vienna, 18 October 2007, Avril 2008***

Selon ce rapport du HCR et du Centre ACCORD (Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation), la situation sécuritaire en Tchétchénie s'est améliorée par rapport aux années précédentes (2003-2006) mais il est difficile d'évaluer si cette amélioration sera durable. Le rapport indique que des combats armés continuent d'éclater fréquemment dans le sud de la Tchétchénie.

➤ **International Helsinki Federation for Human Rights (IHF), *Amnestied People as Targets for Persecution in Chechnya, Mai 2007***

Dans ce rapport, la Fédération internationale Helsinki pour les droits de l'Homme présente une série de cas de personnes qui ont participé aux combats en Tchétchénie et ont bénéficié de procédures d'amnistie. Selon de nombreux témoignages recueillis par IHF, il apparaît que les civils qui risquent le plus de subir des persécutions sont les militants amnistiés et leurs

proches. Ces derniers sont victimes de mauvais traitements et de tortures, souvent dans l'objectif qu'ils soient reconnus coupables dans des affaires criminelles. Certains sont exécutés de manière extrajudiciaire.

V. Situation au Dagestan

➤ International Crisis Group, Russia's Dagestan : Conflict causes, Juin 2008

International Crisis Group présente dans ce rapport les causes du conflit au Dagestan et fait part de son inquiétude face à l'escalade des violences de rue que connaît actuellement cette République du Nord du Caucase. Selon ICG, l'organisation islamiste Shariat Jamaat est responsable de la plupart des actes de violences au Dagestan. ICG estime que la violence provient principalement de combattants djihads et non pas de tensions inter ethniques. Un conflit entre Avars et Dargins n'est cependant pas à exclure.

VI. Situation en Ingouchie

✓ Human Rights Watch, *As If They Fell From The Sky ! Counterinsurgency, Rights Violations, and Rampant Impunity in Ingushetia*, Juin 2008

Ce rapport détaillé dénonce les violations des droits de l'homme commises par les forces de l'ordre et de sécurité russes en Ingouchie (détentions arbitraires, actes de tortures, traitements inhumains et dégradants, disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires) durant l'année 2007 et le début de l'année 2008. Dans ce rapport, Human Rights Watch recense ces exactions et décrit le contexte politique et juridique dans lequel elles ont été commises.

VII. Situation des défenseurs des droits de l'Homme

➤ Amnesty International, *Fédération de Russie : Les défenseurs des droits humains en danger dans le Caucase du Nord*, Novembre 2007

Ce rapport traite des atteintes aux droits humains dans le Caucase du Nord et des tentatives visant à réduire au silence les défenseurs des droits humains, les journalistes et les avocats. L'assassinat d'Anna Politkovskaïa journaliste russe et défenseure des droits humains, n'est pas un événement isolé. D'autres défenseurs des droits humains, avocats et journalistes, qui ont mis en évidence la situation des droits humains dans le Caucase du Nord et pris la défense de ceux dont les droits avaient été bafoués continuent d'être victimes de harcèlement et de menaces.

➤ International Helsinki Federation for Human Rights, *Human Rights Defenders at Risk, in Azerbaijan, Belarus, Russia, Turkmenistan and Uzbekistan*, Juillet 2007

La situation des défenseurs des droits de l'Homme en Russie s'est grandement détériorée sous le régime de Poutine selon la Fédération internationale Helsinki des droits humains. Les défenseurs travaillant sur des sujets sensibles tels que ceux liés au conflit en Tchétchénie sont, selon l'organisation, particulièrement vulnérables face aux pressions et à la répression du gouvernement.

- **FIDH, OMCT, *Rapport de mission internationale d'enquête. Fédération de Russie. Agressions contre les défenseurs à Saint-Pétersbourg : la coupable négligence de l'Etat russe, Février 2006***

Ce rapport, fruit d'une mission conjointe de la FIDH et de l'OMCT à Saint-Pétersbourg, en juin 2005, démontre que les défenseurs des droits de l'Homme en Russie sont confrontés de manière croissante à un véritable climat d'hostilité dans l'exercice de leurs activités quotidiennes qui s'est traduit par la multiplication d'agressions contre les défenseurs y compris des assassinats, et par de nombreuses attaques contre les locaux des associations. Le rapport indique également que ce climat d'hostilité s'inscrit dans le cadre d'une montée de la xénophobie, du racisme et de l'antisémitisme en Russie, qui vise les étrangers et les minorités, et, de fait, les défenseurs de leurs droits. Le rapport souligne que ce phénomène ne concerne pas seulement les groupes extrémistes mais est également présent au sein des administrations publiques, du système politique et même de l'institution judiciaire. Il ajoute que plutôt que de garantir la sécurité des défenseurs et de créer les conditions favorables à leur action, les autorités russes, par des discours diffamatoires, alimentent les violations à leur encontre.

VIII. Liberté d'expression

- **Amnesty International, *Fédération de Russie - Liberté restreinte : Le droit à la liberté d'expression en Russie, Février 2008***

Selon ce rapport, les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion ne sont plus garantis pour tous en Russie. Le défaut de protection de ces droits entraîne de graves répercussions sur l'ensemble de la société civile en Russie. Le droit à la liberté d'expression constitue la pierre angulaire du fonctionnement d'une société civile ; il sert de garantie pour la protection des autres droits humains fondamentaux.

IX. Situation des personnes vulnérables (enfants, femmes, victimes de trafic)

- **Open Society Institute, *Education at Risk in the Northern Caucasus: Adygheya, Dagestan, Ingushetiya, Kabardino-Balkaria, Karachai-Cherkessia, North Ossetia-Alania and Chechnya, Avril 2008***

Ce rapport qui traite des problèmes qui pèsent sur l'accès à l'éducation et la qualité de l'éducation dans le Nord Caucase, consacre un chapitre à la situation des enfants en danger dans le Nord Caucase à savoir les enfants déplacés ou réfugiés, les enfants victimes de conflits ou de tensions ethniques, les enfants issus de familles pauvres ou marginalisées ainsi que les enfants handicapés ou ayant des problèmes de santé.

- **US Department of State, *Trafficking in Persons Report 2008, Juin 2008***

La Russie est un pays d'origine, de transit et de destination de personnes victimes de trafic. Ce rapport annuel sur le trafic d'êtres humains dresse un état des lieux du phénomène de trafic d'êtres humains en Russie pour l'année 2007. Le rapport précise que Moscou et Saint Petersburg sont deux grandes villes de destination du trafic d'enfants originaires de Russie, d'Ukraine ou de Moldavie et Moscou continue d'être une destination importante de femmes et d'hommes victimes de trafic originaires du Kirghizstan, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan, d'Ukraine, de Moldavie, and de Biélorussie.

- **UN Commission on Human Rights, *Report on violence against women, its causes and consequences, Addendum, Mission to the Russian Federation, Janvier 2006.***

Ce rapport du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'Homme porte sur la situation des femmes en Russie et les violences, notamment domestiques dont elles sont victimes. Le rapport fait état de discriminations et violences répétées envers les femmes en particulier dans le nord du Caucase.

X. Aide à la recherche sur internet

Moteurs de recherche sur les pays d'origine

Les différentes sources présentées dans cette note peuvent être retrouvées rapidement par le biais de deux moteurs de recherche sur les pays d'origine des demandeurs d'asile, ECOI et Refworld. Ces moteurs de recherche, mis à jour régulièrement, compilent un grand nombre de rapports, documents et prises de positions politiques sur la situation des pays d'origine.

- **ECOI**

European Country of Origin Information Network (ECOI) est un moteur de recherche géré par Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation (ACCORD).

www.ecoi.net

- **Refworld**

Refworld est un moteur de recherche du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

www.unhcr.org/cgi-bin/teaxis/vtx/refworld/rwmain

Cartes de la Russie

De nombreuses cartes détaillées de la Russie sont disponibles sur les sites d'ECOI et de Refworld mais également sur les sites listés ci-dessous.

- **Population Data**

<http://www.populationdata.net>

- **Quid**

<http://www.quid.fr>

- **Reliefweb Map Centre**

www.reliefweb.int/w/map.nsf

- **Embassy World**

<http://www.embassyworld.com/maps/maps.html>